

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Les mensonges que l'on écrit pour se sentir honnêtes Lies we write to feel honest Las mentiras que uno escribe para sentirse honesto

Lorne Huston

Number 6 (46), Fall 1981

Médias communautaires ou médias libres

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034954ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034954ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Huston, L. (1981). Les mensonges que l'on écrit pour se sentir honnêtes.
International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire, (6), 5–12. <https://doi.org/10.7202/1034954ar>

Article abstract

The author looks at three types of publications from Montreal: a "non-aligned" leftist monthly, an "alternative" magazine and a community newspaper, each of which tries to communicate its own myths in its own way to its readers.

To write for the workers and masses, for soft subversion or for citizen participation involves us in as many lies as truths. The creation of a message is first and foremost a self-affirmation and only secondarily a description of a particular situation.

It is not enough however to say that each message is also a lie. Our lies are also attempts to resist the lies of others that deny the truths that we live. To refuse to be silent, to try to write about our own realities, are not these ways we refuse to be accomplices of the lies of Power. Maybe we write lies in order to feel honest.

Les mensonges que l'on écrit pour se sentir honnêtes

L. Huston

Lire et parler : j'aime ça. D'ailleurs ce sont à peu près les seules choses que je fais (relativement) bien. Ce n'est guère surprenant puisque ce sont à peu près les seules choses que je fais. Mon destin tout entier semble lié à celui de la parole : étudiant d'abord, militant de la gauche ensuite et maintenant ... professeur de sociologie.

Histoire banale. Comme une autre. Comme beaucoup d'autres peut-être... mais surtout pas comme celle de tout le monde. Car la parole, on le sait, ça se prend — et pas de n'importe qui. Certainement pas de Peladeau ou de Desmarais, ni de Trudeau ou de Lévesque. Cette parole c'est la parole publique et, même à gauche, peut-être surtout à gauche, elle est construite sur l'impossibilité pour tout le monde de la prendre. Sans la maîtrise de cette parole, de quel droit pourrais-je revendiquer une place dans les groupes de gauche, dans mon travail ?

Cette histoire, qui est sûrement aussi celle de ma classe et de mon sexe, n'est-ce pas celle des petits propriétaires de la parole qui se taillent une place, là où ils peuvent : c'est-à-dire à gauche, sur les étudiants, sur les quartiers, sur « les mouvements syndicaux et populaires » ?

Ça me fait penser à ces autres propriétaires de la parole qui régnaient il n'y a pas si longtemps encore. « Si Dieu n'existait pas, il aurait fallu l'inventer » aurait-on dit. Mais ce dieu n'existe plus et malgré les immenses efforts consacrés à le réinventer, bien des gens ont dû se recycler.

Et si le mouvement syndical et populaire n'existait pas ? Et les quartiers ? Et les communautés ? Et bien, tout ça aussi, il faudrait sûrement les inventer. Pourquoi pas ? Puisque c'est tout un monde qu'il faudrait inventer ?

De toute façon, prendre la parole, c'est déjà inventer ; c'est déjà choisir sa vision des réalités, des mondes qui se vivent ou qui se vivraient si..... C'est déjà trancher et retrancher, tailler et détailler.

Mais qu'est-ce qu'on fait avec ces convictions ? Car inventer c'est aussi mentir. C'est faire silence sur nos limites ; c'est rendre cohérent l'insaisissable. C'est prendre nos espoirs pour une réalité possible et gommer les fissures du doute. Sommes-nous capables de faire voir d'autres vérités en écrivant nos propres mensonges ? Ou ne fait-on que confirmer notre propre existence tout en niant l'autonomie de celles des autres. En quoi nos prises de parole sont-elles différentes ?

Voilà un peu ce que je voulais savoir lorsque j'ai commencé ma petite enquête sur la parole écrite. Je dis enquête parce que je voulais vraiment apprendre quelque chose. Je savais déjà qu'il y a une concentration effarante de la propriété des médias. Je savais déjà que ce ne sont pas les intérêts des classes populaires que défendent ces médias. Je savais aussi qu'il existe au Québec des tentatives de faire quelque chose de différent.

J'imaginai cependant que ce n'était pas chose facile, que la construction de nouvelles pratiques n'était pas acquise une fois pour toutes et qu'il de-

vait y avoir des débats passionnants sur les enjeux politiques et journalistiques.

Débats passionnants parce que les questions sont complexes. Comment faire en sorte qu'on ait un journal bien écrit, c'est-à-dire qui soit intéressant à lire, qui informe sans pour autant s'enfermer dans un processus de communication à sens unique où quelques professionnels de l'information livrent un produit cohérent, poli, synthétisé à des consommateurs passifs. Y a-t-il d'autres compétences que l'on cherche à développer ? Comment faire en sorte que le journal reflète nos valeurs, nos questionnements sans pour autant devenir didactique ? Y a-t-il des écritures différentes à développer ? En fonction de quoi ? Comment retravailler le rapport entre le public et les producteurs du journal ?

Je regardais autour de moi et spontanément (?) trois expériences très différentes me venaient à l'idée : *Liaison Saint-Louis*, un journal *communautaire*, *Le Temps Fou*, une revue *alternative* ; et *Presse Libre*, un journal *militant* « non-aligné ». Trois stratégies. Trois langages pour poser des questions.

Enthousiaste et armé d'une bonne dose de naïveté, je suis allé à la recherche des « types d'interrogations », auxquels sont arrivés les membres de ces journaux.

J'ai rencontré un mur de sourires sympathiques.

« Les questions que tu nous poses, me répondaient-ils partout, sont très intéressantes, mais ici ça va bien. Nous avons une approche pragmatique. Les autres ont des gros problèmes mais nous, on résout ces questions au jour le jour, texte par texte. »

« On lave notre linge sale en famille, s'il-vous-plaît » m'a-t-on fait comprendre gentiment mais fermement.

Je rentre chez moi, déçu. D'où vient cette impossibilité à soulever nos vraies questions en public ? Pourquoi est-ce toujours après les Assemblées générales, lorsqu'on prend un verre avec quelques amis, qu'on dit ce qu'on pense vraiment alors qu'on vient de passer un beau samedi après-midi de printemps dans un local enfumé à voter pour le moins pire des choix à l'ordre du jour ? Comment se fait-il que la parole publique soit toujours cohérente, fermée et ... « platte » alors que nous sommes déchirés, curieux et intéressants ?

Peu à peu j'abandonne l'idée de présenter les interrogations des équipes de production pour me

livrer plutôt à une confrontation entre leur discours sur ce qu'elles font et ce que je vois quand je lis leurs journaux.

Dialogue tissé de mensonges donc, cousu d'un optimisme gestionnaire et d'un pessimisme un peu polémique. Mais en même temps un souci d'honnêteté par la juxtaposition des discours. Dialogue de sourds ? Je ne le pense pas. Plutôt un dialogue entre nos espoirs et nos limites. Un dialogue dont les termes ne sont pas fixes mais qui veut refuser avec autant d'intransigeance l'écueil de la brochure publicitaire et de l'analyse sociologique.

Presse Libre

Je vais à l'entrevue, c'est vrai, avec des préjugés défavorables. Les titres déjà me hérissent, rédigés comme ils le sont dans un langage normatif et fermé : « Le mouvement étudiant devra chercher à s'unifier » ; « La FTQ doit réviser ses attitudes ». Et ce ton triomphaliste : « La population tout entière est mobilisée » (en Irlande) et simpliste : « Mitterrand élu sans illusions » (n° 4, juin 1981).

Je connais certaines des personnes qui ont eu l'initiative de mettre ce nouveau journal sur pied. Ce sont les jeunes des années 68 à 72, de la « belle époque » comme on dit maintenant. Ils ont toujours refusé le sectarisme sclérosé des groupes marxistes-léninistes au Québec et ont plutôt cherché à appliquer « de façon créatrice » le marxisme scientifique. « Le marxisme, ils nous disent depuis dix ans, ce n'est pas une recette ; c'est une façon d'enquête pour dégager une ligne politique, une stratégie, juste et correcte dans la conjoncture actuelle. »

Presse Libre n'est cependant pas l'oeuvre d'un collectif restreint mais plutôt le produit d'une structure complexe de comités régionaux et de groupes de travail sectoriel en plus de collaborateurs occasionnels. Au total, plus de 200 personnes, pour la plupart militantes ou salariées des organisations syndicales ou de groupes populaires collaborent sur une base bénévole à cette entreprise.

J'aimerais croire que *Presse Libre* marque la fin d'une période de repli sur soi de la gauche et le début d'une ouverture vers une réalité qui paraît de plus en plus complexe au fur et à mesure que nos certitudes se dissipent. Mais les numéros qui sont parus jusqu'à maintenant, (*Presse Libre* fut créé en

mars 1981) me font penser au manteau d'hiver de ma grand-mère : ça sent la boule-à-mites et le désodorisant à la mode. Rien de nouveau si ce n'est quelques odeurs féminines et écologiques. N'empêche, il me semble que ça se voit que c'est usé jusqu'à la corde.

Or, l'entrevue que m'accordent deux responsables du journal ne reflète pas ce militantisme triomphant. Au contraire, tout au long de nos discussions, ils insistent sur le fait que l'objectif primordial du journal c'est d'abord d'informer, de refléter les multiples facettes du militantisme, voire de détruire le « militantisme autistique ».

Bien sûr, il faut avoir « une grande clarté politique » si on veut être en mesure de relancer l'image de la dynamique collective mais, « il n'y a pas de diagnostic fait d'avance ».

Je pose des questions, exprime mes réticences. On m'écoute. On m'explique :

« Nous commençons. Ça prend du temps pour se convaincre qu'il vaut mieux informer que défendre une ligne précise et prendre position. Mais notre volonté est là. Nous voulons d'abord être un journal d'information. »

— « Vous réinterprétez vos positions politiques en fonction d'objectifs de journalistes ? »

— « Non, pas de journalistes. Le journaliste cherche le côté sensationnel, scandaleux ; nous on essaie de situer le contexte, de fournir une information qui permet de comprendre ce qui se passe. Mais nous n'avons pas pour autant comme premier souci de prendre position. Il faut éviter ce genre d'impasse. »

Impasse.

Voilà qui décrit bien notre conversation. Je ne vois pas le lien entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font. J'ai l'impression d'être floué. Ou bien ils me content une histoire ou bien j'ai mal lu le journal. Je retourne chez moi bredouille. Qu'est-ce que j'ai appris ?

Je relis le journal. 24 pages. Quatre pages de communiqués de divers groupes (les prisonniers politiques, les radios communautaires, les groupes gais, les comités de solidarité etc...) Il y a une page de publicité. La balance ce sont les textes : mouvement étudiant, harcèlement sexuel, Afrique du Sud etc... Des rubriques : femmes, droits des nations, énergies syndicales, le monde d'ailleurs, le travail, la culture.

J'ai beau lire et relire, je n'ai toujours pas l'impression d'un journal d'information. Ça sent le pédagogique. Où est ce souci de présenter les multiples facettes de la réalité militante ? Je n'entends qu'un seul ton : « Ça bouge au Québec et dans le monde ». Je suppose que ça devrait m'encourager mais ça m'agace. Je lis les titres, je devine le contenu des articles.

Pourtant, je ne crois pas qu'ils étaient de mauvaise foi lorsqu'ils ont répondu à mes questions.

Qu'est-ce qu'ils entendent par information ? Par souci de situer le contexte, par information qui permet de comprendre ? Pourquoi n'ai-je pas l'impression d'apprendre. D'où vient cette sensation du « déjà vu » ?

Peu à peu, je commence à comprendre. La volonté est peut-être d'informer mais la logique, elle, est celle de l'appareil politique. J'examine un texte sur les jeunes et le chômage. Des statistiques, un survol de quelques programmes gouvernementaux puis des témoignages stratégiquement choisis. C'est vrai qu'il y a de l'information. Et pourtant, pas de réflexion possible, pas de questionnement possible. « Le capitalisme est écoeurant ». Voilà le message.

Il y a de l'information. J'avoue que je n'étais pas au courant de chacune des grèves, ni de toutes les activités dont on fait état dans le journal mais le tout est subordonné à une logique de démonstration d'évidences. Les auteurs cherchent à convaincre : « Vous voyez, c'est vrai que l'État n'est pas de notre côté. Vous voyez, même si c'est difficile, les gens continuent à se battre. Voyez-vous, il faut être vigilant si on ne veut pas se faire récupérer. »

Ça me fait penser à la cafétéria d'école : les plats changent mais le goût est toujours pareil.

J'écoute l'enregistrement à nouveau.

« N'y a-t-il pas nécessité d'une distance critique par rapport à la réalité que l'on décrit ? », je m'entends demander.

Question naïvement journalistique, sans doute. On parle toujours de quelque part. Bien sûr. On est toujours partie prenante. Je le sais et ils le savent mais on se le dit quand même. Histoire d'établir notre complicité militante. Ils traduisent donc ma question en termes politiques : au fond, ils se disent, ce qu'il veut savoir c'est si on va critiquer les luttes des autres.

— « La carence des informations syndicales et populaires est tellement grande que notre dé-

marche dans un premier temps n'est même pas critique. Il faut simplement dire ce qui se passe. Mais d'autre part, il est sûr que les militants ressentent le besoin d'un lieu non lié organiquement à leurs organisations pour poser des questions, pour rendre justice aux débats. Par exemple, le thème du premier mai : « le droit au travail ». D'accord, mais où va-t-on avec ça ? Peut-on se permettre de reprendre tels quels les propos de Louis Laberge qui veut qu'Hydro-Québec accélère ses projets de développement ? Il y aurait davantage d'emplois, certes, mais à quel prix pour l'environnement, pour l'indépendance économique du Québec ? Il y a toutes sortes de critiques qui s'amorcent sur cette question et le journal entend bien leur faire une place. »

Pluralisme ? Peut-être. Ou critique d'une pensée militante par une autre pensée militante ? Distance critique veut-il seulement dire critiquer, exprimer un désaccord politique ? N'est-ce pas substituer un discours de confirmation à un autre ? Au fond, ce genre de critique produit tout sauf la distance. Elle aiguillonne vers la vérité — pas le doute.

C'est là, il me semble que la logique de *Presse Libre* est fondamentalement la logique d'un appareil politique. Non pas parce qu'il y a une puissance occulte qui se cache dans les coulisses mais parce que l'appareil est inscrit dans les réflexes des auteurs. Information à condition que ça mobilise, à condition que ça tranche toujours plus nettement entre Eux et Nous. Sinon, à quoi ça sert ? Sinon, à quoi on sert ? Sinon, est-on vraiment militant ?

C'est curieux. Je demande autour de moi ce qu'on pense de *Presse Libre* :

— « C'est bien », me dit-on.

— « Tu le lis ? »

— « Eh bien, moi, je suis déjà pas mal au courant mais c'est important que ça existe. »

Sept fois, huit fois de suite j'entends cette réponse. Échantillon peu représentatif ? Peut-être, mais significatif, je soupçonne, de quelque chose. D'où vient ce sentiment que *Presse Libre*, ce n'est jamais pour soi mais toujours bon pour les autres ? N'est-ce pas une façon de dire : « Moi, je crois déjà aux luttes. Personnellement, je n'ai pas besoin de *Presse Libre*. Mais pour ceux qui doutent, qui ne sont pas (encore) convaincus... »

Je montre mon brouillon à quelques personnes proches de *Presse Libre* :

— « C'est dur ce que tu écris là, me répondent-ils. C'est facile de critiquer. Moi aussi, j'ai des critiques. Mais ça fait seulement quatre mois que nous publions. D'où tu nous critiques ? Qu'est-ce que tu aimerais voir ? Ça va changer. On a une réunion pour faire le point bientôt. On va mettre sur pied des ateliers d'écriture. Tu fais un règlement de comptes avec tes anciens camarades. »

Tout d'un coup ce sont les rôles qui sont inversés. Ce n'est plus moi qui pose des questions. Je suis désemparé.

— Il me semble qu'il y a un choix : ou bien on parle de nos sujets : syndicalisme, vie « privée », écologie, etc... de la même façon que *Le Devoir* parle de ses sujets (l'Assemblée nationale, la Cour suprême, etc...) en prenant pour acquis que ce sont des sujets intéressants (*Le Devoir* n'essaie pas de convaincre que la classe dominante a raison ; c'est entendu ; ce qui l'intéresse ce sont les débats forts complexes sur la manière d'assumer concrètement cette hégémonie). Ou bien on écrit des textes d'opinion où le souci est vraiment d'apporter de l'eau au moulin. Avec de l'information certes, mais non pas pour montrer la justesse d'un point de vue mais pour exposer ses propres interrogations, ou ses propres espoirs. Mais qu'un article débouche sur une réponse, ça me paraît mortel.

— Tu as raison. On veut développer davantage le journalisme d'enquête. On veut davantage montrer les enjeux. Non pas de façon simpliste pour donner raison ou donner tort à des luttes mais pour fournir des analyses plus fouillées.

— Mais qu'est-ce que ça veut dire, plus fouillées ? Si c'est pour rapporter avec des chiffres les montants de profits de compagnies, le nombre de morts des accidents de travail, le nombre de compagnies où siègent les directeurs du Conseil d'administration de telle ou telle entreprise en grève, qu'est-ce qu'on apprend de plus ? Ce ne sont pas des informations inintéressantes mais tout dépend de ce qu'on veut faire avec cela. Si c'est pour dire que le capitalisme c'est écoeurant, ça ne m'intéresse pas.

— En tout cas, j'aime mieux la façon dont tu parles maintenant que le résumé que tu as fait de ton entrevue de *Presse Libre*.

Le Temps Fou m'intrigue. Une revue alternative, disent-ils. Écologie, féminisme, socialisme et indépendance du Québec. Qui dit mieux ? Revue trimestrielle de 72 pages depuis trois ans, les voilà maintenant en pleine croissance. Bimestrielle depuis février 1981. Mensuelle bientôt.

Pourtant je pensais que nous étions en pleine crise. La vraie crise bien sûr : inflation, chômage, fermetures d'entreprises et restrictions budgétaires. Mais aussi « petites crises » : crise du marxisme, crise du féminisme. Ne mentionnons même pas celle de l'indépendance du Québec.

La crise ? Tu parles ? Les ventes du *Temps Fou* ont doublé depuis un an. Les revenus de la publicité ont quadruplé. Et tout se passe dans une sérénité comme on n'en a jamais vue depuis la Révolution tranquille.

Anciens sympathisants felquistes, militantes féministes, syndicalistes, écologistes se côtoient dans une atmosphère relativement harmonieuse, paraît-il. Pas de scissions, pas de luttes fratricides de tendances. C'est à se demander s'ils sont réellement de gauche !

Il y a eu des changements bien sûr depuis trois ans. L'allure est moins contre-culturelle à l'américaine, un peu plus « magazine ». On parle moins d'utopie, un peu plus du « syndicalisme amoureux ». Il y a autant de textes d'opinion mais plus de « journalisme d'enquête ». La mise en page est plus nette, plus sophistiquée, en un mot, plus professionnelle. Mais à feuilleter la quinzaine de numéros qui ont paru jusqu'à maintenant, il y a une étonnante continuité dans le langage et le ton. Toujours la même méfiance envers les discours préfabriqués, toujours ces mots de présentation un peu moqueurs, assez modestes.

Je me rends donc à une réunion du comité de lecture où on a bien voulu répondre à mes questions pendant une heure. Cinq hommes et quatre femmes dans la trentaine plus ou moins avancée. Professeurs, chercheurs ou salariés de la boîte. Tout le monde intervient au moins une fois mais ce sont surtout les « vieux » qui parlent, ceux et celles qui sont là depuis le début ou presque. Ambiance sympathique, décontractée, confiante.

Pourtant je me sens étouffé par le même discours cohérent qu'à *Presse Libre*.

« Ça va bien. Nous sommes pragmatiques avant tout. Nous sommes contre le dogmatisme et pour la multiplicité des regards politiques. Nous avons toujours refusé de définir une plateforme politique minimale. À quoi ça sert sinon de dire que nous sommes pour la vertu et contre le mal ? »

— On a toujours dit, je réponds, qu'une plateforme était nécessaire si on voulait avoir une efficacité politique, si on voulait aider à faire progresser les luttes, à clarifier les enjeux. Voulez-vous avoir une efficacité politique ?

— Refuser les lignes politiques c'est en soi un choix politique. Nous voulons créer, élargir les espaces pour les débats. C'est ça fondamentalement notre orientation politique. Ce ne sont pas les organisations qui ont eu la plus grande efficacité politique depuis une dizaine d'années ; ce sont les mouvements sociaux : les mouvements de femmes, écologiques. C'est l'éclatement des paroles individuelles. Nous voulons fournir un espace où les gens peuvent pousser des réflexions sans nécessairement avoir la caution des organisations. Au début, on a voulu être un carrefour pour les débats des groupes mais les résultats ont été extrêmement décevants. Très souvent, on constatait que le texte qu'ils nous fournissaient était un reflet sclérosé, rétréci de ce qu'ils vivaient. Alors on s'est dit que nous allions faire les textes nous-mêmes quitte à ce qu'ils ne s'y reconnaissent pas complètement.

— Ça doit vous mettre dans un drôle de rapport avec les groupes !

On se situe toujours par rapport à quelque chose. Nous, on se situe beaucoup par rapport à un langage dogmatique, par rapport à une gauche que nous ne trouvons pas satisfaisante. On se fait un certain plaisir à lui poser des questions, à l'emmerder un peu... C'est plus un rôle d'aiguillon de la vie politique, plus un rôle de questionnement ou de provocation. Il y a un très grand plaisir à faire cela. Évidemment, il y a toujours une certaine facilité que l'on peut nous reprocher. Il faut être un peu baveux.

Baveux ? Je me le demande. Je relis les derniers numéros du *Temps Fou*. Deux constatations : 1. ils ne sont pas si baveux que cela. Les dossiers récents sur l'agriculture et sur les stérilets sont informatifs, bien présentés, ton sérieux, même un peu didactique. Mais il n'y a ni facilité ni provocation. Ce sont de bons textes à indiquer aux étudiants pour leurs

travaux de session au collège : 2. Ce qui fait la saveur du *Temps Fou*, ce sont ses textes sur des thèmes que « le mouvement syndical et populaire » n'aborde pas : la pornographie, le « désordre amoureux », les drogues. Et puis il y a ce style d'écriture, plus personnalisé, humoristique parfois, travaillé toujours.

Je suis un lecteur du *Temps Fou* parmi d'autres mais il ne me « dérange » nullement. Au contraire, j'ai plutôt l'impression qu'il me sert. Les petites flèches que l'on décoche de temps à autre contre les « dogmatiques », n'est-ce pas plutôt une façon d'établir notre complicité face aux discours moralisateurs de gauche ? N'est-ce pas une façon de valoriser nos vies d'ex-militants ? Bien sûr, nous assistons encore aux assemblées générales de nos syndicats, on fait une manif ou deux par année, une soirée de solidarité de temps en temps mais l'ardeur n'y est plus. On y est plus en tant que consommateurs qu'en tant que protagonistes.

Je regarde un peu la publicité (à peu près le tiers de l'espace d'un numéro). Elle nous a compris, les consommateurs de gauche. Annonces de livres, de librairies, de disques, de restaurants, de boutiques sympathiques. Un autre 15 % est consacré aux recensements de livres, de revues, de films et de disques. L'environnement quotidien des gens comme moi ... qui aiment lire et parler.

Le *Temps Fou* provoquant ? Pas vraiment. Plutôt réconfortant pour ceux et celles qui doutent. On n'est pas tout seuls. Le capitalisme est subtil mais nous le sommes encore plus. Dommage que ça soit lui au pouvoir.

Peut-être pas si dommage dans le fond. On n'a que faire de ce pouvoir qui « absorbe, qui désubversive ». On croit aux luttes mais...

Mais c'est tellement plus agréable de produire une revue. L'heure est au plaisir, vous savez. Quoi de plus libérant et subversif ?

Surtout quand ça va bien, quand les plaisirs de la subversion rivalisent avec les joies de la gestion :

— « Depuis qu'on sort à tous les deux mois, on n'a jamais été aussi efficaces. Cela nous a forcés à nous organiser plus. Il faut s'organiser ou crever, ça c'est sûr. Il faut s'assurer d'un bassin de collaborateurs compétents non seulement au niveau de l'écriture mais dans leurs domaines. Mais on constate que plus on s'améliore, plus il y a de gens qui se proposent pour écrire des articles.

— Et ça ne pose pas de problèmes au niveau de la division du travail, au niveau d'un rapport de plus en plus formel avec vos lecteurs ?

— Nous faisons le choix d'aller à notre rythme. On va devenir mensuel lorsqu'on se sentira prêts. C'est un choix et peut-être qu'on n'ira jamais au-delà. La croissance que l'on va avoir, ça va être en fonction des problèmes que tu mentionnes. Mais pour le moment, nous sommes encore bien trop petits.

Small is Beautiful. Ce n'est pas, de toute évidence, la logique d'un appareil. C'est plutôt la logique de mon café du coin. Des bons plats imaginatifs dans une ambiance sympathique. Juste assez cher pour décourager les loubards du coin ; pas trop cher pour se donner des illusions de grandeur.

Au fond, si le *Temps Fou* va bien c'est parce qu'on est convaincu qu'on est chez soi. Féminisme, socialisme, écologie ; il y en a pour tous les goûts. On se parle. On se rassure sur nos angoisses. On rouspète un peu mais ce sont surtout des chicanes de famille. On sait bien que ce n'est pas le *Temps Fou* qui peut déranger le pouvoir et même si nos frères et soeurs militants nous agacent un peu, on se garde bien de rompre avec eux.

L'essentiel ce n'est pas d'avoir raison mais d'être nous-mêmes, de ne pas se prendre pour un autre.

Liaison Saint-Louis

D'abord Saint-Louis. Un quartier près du centre-ville de Montréal. Historiquement un quartier de travailleurs immigrés, il est devenu de plus en plus celui des étudiants, de marginaux et maintenant c'est la rénovation tranquille. La petite bourgeoisie intellectuelle qui apprend à mettre sa main à la pâte en achetant les vieilles maisons pas cher et en les retapant. En un mot : mon quartier. J'y habite depuis sept ans.

C'est la circonscription où la candidate du Parti Rhinocéros (clown, ironique, bouffonne) s'est placée deuxième lors des élections fédérales de 1979. C'est aussi un quartier avec énormément de groupes populaires : comités logement, coopératives d'alimentation, de logement, de garderies populaires, radio communautaire, ateliers d'éducation populaire, et aussi ... un « journal communautaire » mensuel.

Contrairement aux autres journaux communautaires que j'ai pu lire, il est intéressant. Très souvent j'avais l'impression en lisant d'autres journaux de ce genre que malgré l'étiquette « communautaire », ils étaient tous produits par la même personne dans un lieu et à une date mystérieuse. Qu'ils soient de Centre-Sud ou de la Basse-Ville, de Pointe Saint-Charles ou de Hochelaga-Maisonneuve d'il y a six mois ou de hier matin, cela avait peu d'impact finalement sur le caractère, le ton, le contenu du journal. On change les noms, on laisse les textes tels quels et le tour est joué. Un « nouveau » journal communautaire qui ressemble à s'y méprendre au dernier numéro et à ceux des autres quartiers.

Liaison Saint-Louis ne me donne pas cette impression. Les nouvelles sont actuelles et parfois suivies de mois en mois. Les politiques gouvernementales sont traitées sous l'angle de l'impact sur le quartier, sur les gens qui y vivent ou qui y travaillent. Il y a beaucoup d'entrevues, de photos, de noms et de dates. Les textes sur les activités des groupes dans le quartier ont parfois cette odeur aseptisée des communiqués de presse mais il y a aussi des compte-rendus d'activités écrits avec soin, dans un style personnel, simple, sans simplisme.

Ma stratégie pour aborder *Liaison Saint-Louis* est différente. Je commence à comprendre que des entrevues formelles avec des représentants du Conseil d'administration, ça ne peut donner autre chose qu'une reproduction verbale de la déclaration de principes votée dûment à la dernière Assemblée générale. Je connais des gens qui y travaillent ou qui y ont déjà travaillé. Je les invite un par un à prendre un café. Je fais aussi une entrevue « formelle ».

Très vite la situation devient très complexe. Des changements importants sont en cours qui risquent de bouleverser le fonctionnement du journal. Les deux salariés qui avaient des tâches « journalistiques » (mise-en-page, « rewriting », maquette, reportages d'actualité, etc.) sont gentiment remerciés par un groupe majoritaire de membres bénévoles de l'équipe de production. Un « agent de soutien technique » est engagé pour faire fonctionner des équipes de bénévoles et pour faire les tâches de secrétariat (comptabilité, accueil, correspondance, etc.).

— « La qualité s'est beaucoup améliorée,

admet-on, mais chacun travaillait dans son coin et faisait son bout de chemin tout seul. Il n'y avait pas assez de participation au journal. »

Participation. Le mot me fait frémir. Je me souviens des débats sans fin et sans fond de mes jours et nuits à une association de locataires il y a huit ou dix ans. Les débats sur la participation signifiaient inmanquablement la paralysie la plus totale du groupe. À force de chercher la participation, on vide le projet de son contenu et ne sont intéressés à y participer que ceux qui veulent ... stimuler la participation.

C'est la logique infernale des « groupes populaires » qui ne peuvent faire autrement que poser comme contradictoires le « service » et la « participation ».

C'est le pendule qui se balance sans cesse entre ceux qui mettent la priorité sur le produit et ceux qui mettent la priorité sur le processus. Bien sûr, tout le monde admet qu'il faut travailler sur les deux fronts en même temps mais il y a une logique qui paraît implacable à partir de ce choix de priorités.

Les uns veulent publier plus fréquemment, les autres avoir plus de réunions. Les uns veulent parler de tous les aspects de la vie (des loisirs aux accidents d'automobile en passant par la politique municipale). Les autres veulent se limiter davantage aux groupes populaires dans le quartier ou du moins, faire ressortir le lien entre la situation que l'on décrit et le « système dans lequel on vit ».

Il y a quelque chose de tragique dans ces débats et pourtant j'arrive difficilement à m'y résigner. J'arrive difficilement à prendre le même recul ici. Je ne veux pas croire qu'il n'y ait pas de choix entre une vision des lecteurs en termes de consommateurs passifs ou en termes de militants potentiels. Je ne veux pas croire que la seule façon dont les gens puissent « intervenir sur leurs conditions de vie » c'est de venir militer dans les groupes populaires ou dans les syndicats.

Je voudrais croire, au contraire, qu'il y a quelque chose d'autre que la participation ou la passivité que l'on peut imposer aux gens. Je voudrais croire surtout que nous le cherchons tous, ce quelque chose, ensemble ou à notre propre façon.

Et peut-être, à force de le vouloir, je l'entends dans ce que les gens de *Liaison Saint-Louis* me disent :

Je deviens sourd lorsqu'on me parle de « la prise en main du quartier par les gens qui y vivent » mais je suis passionné lorsqu'on me parle de la façon dont on aime faire les entrevues pour les articles : comment on essaie de faire intervenir sa propre subjectivité tout en représentant le plus fidèlement possible les propos de ses interlocuteurs.

Je deviens aveugle lorsque je lis un titre comme : « Ce qu'il faut dans le quartier, c'est une maison des jeunes » mais je suis fasciné lorsque je lis ce texte qui raconte la vie d'une épicière qui au fil des années a développé un rapport très particulier avec les jeunes du coin qui traînent à journée longue dans sa boutique. Rapport complexe certes, tissé de confiance et de maternel, de respect et de religion mais qui me donne de l'espoir parce que je vois que les gens ne se complaisent pas éternellement dans le rôle de victimes. Qui me donne de l'espoir aussi parce que je devine que l'auteur de cet article (que je ne connais pas) doit, lui aussi, à travers les fils de ses recherches, chercher cette autre façon de communiquer avec ses lecteurs.

Mais je sais aussi que ces élans d'espoir et ces blancs de mémoire ne sont possibles que parce que je ne fais pas de journalisme, que parce que je ne fais rien que lire et parler. J'écris pour une revue dont je ne connais pas les lecteurs sinon ceux qui sont mes amis et qui me liraient parce que je les supplie de le faire.

Bien sûr, moi aussi j'écris des mensonges et on me l'a assez vite fait remarquer¹. Bien sûr, je ne

pense pas qu'il y ait une façon d'écrire les mensonges, pas plus que la vérité. Mouvement syndical et populaire, l'alternative douce et subversive, la participation des citoyens ce sont peut-être des mensonges qui peuvent nous permettre de voir d'autres vérités.

Créer un message, j'en suis convaincu maintenant, c'est d'abord se créer soi-même. C'est d'abord affirmer sa propre existence avant celle de la situation que l'on décrit. Dans ce sens-là, tout message est un mensonge.

Mais ces mensonges, je le crois aussi, constituent autant de résistances. Résistances aux mensonges des autres qui nient les vérités que l'on vit. Si nous inventons le mouvement syndical et populaire, le plaisir de la subversion ou la participation des citoyens, ce n'est pas seulement pour affirmer notre propre existence en tant que (contre)maîtres de la parole. C'est aussi, me semble-t-il parce qu'on n'accepte pas de se faire réduire au silence ; parce que nous voulons croire que nous sommes autre chose que des citoyens et des consommateurs passifs. Refuser le silence, chercher à parler de nos réalités, n'est-ce pas aussi refuser d'être complices des mensonges du pouvoir des autres ?

Au fond, je me demande si l'on n'écrit pas ces mensonges pour se sentir honnêtes.

Lorne Huston

Notes

¹ Voir le texte suivant « *En marge des mensonges* » .